

Economie

Deux jeunes entreprises franciliennes sur trois passent le cap des trois ans

En 2009, malgré la crise, 63 % des entreprises franciliennes survivaient après trois ans d'activité, contre 67 % en province. Le profil du créateur ainsi que les caractéristiques du projet, dont le département d'implantation et le secteur d'activité, influent sur la survie de l'entreprise. Le commerce et la construction sont les secteurs les plus fragiles, notamment du fait de la concurrence des entreprises déjà installées.

Martine Delassus et David Vicart, CRCI Paris - Ile-de-France
 Lisa Barutel et Carine Camors, IAU Ile-de-France
 Jean-Wilfrid Berthelot et Olivier Satger, Insee Ile-de-France

Au cours du premier semestre 2006, 27 400 entreprises ont été créées en Ile-de-France. Le renouvellement du tissu productif y est plus dynamique qu'en province. En effet, une création sur quatre a eu lieu en Ile-de-France alors que la région capitale concentrait une entreprise sur cinq au 1^{er} janvier 2006.

L'accompagnement de ces entreprises est une des préoccupations majeures des acteurs publics régionaux. En particulier, un grand nombre de dispositifs tels que Nacre ou PM'up sont destinés aux jeunes entrepreneurs (⇒ Les dispositifs d'accompagnement post création en Ile-de-France).

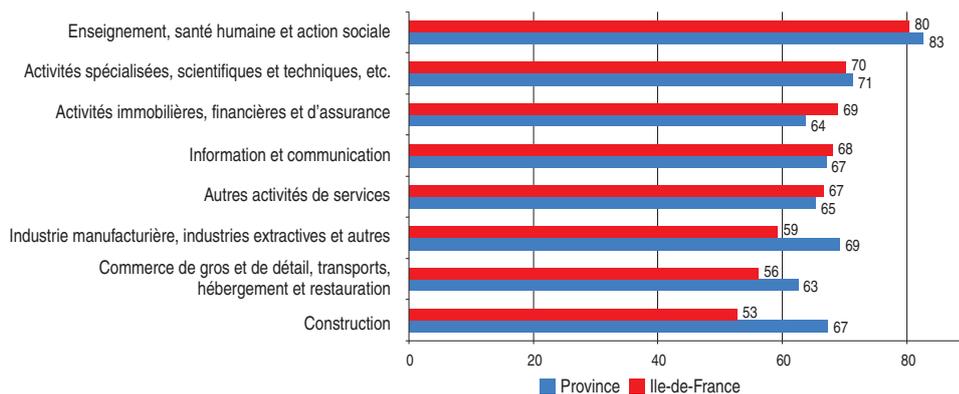
Les premières années d'une entreprise sont généralement les plus critiques pour sa survie et son développement, en particulier la troisième année, au cours de laquelle les exonérations de charges sociales et les droits aux allocations chômage s'arrêtent. Par ailleurs, la généra-

tion des nouvelles entreprises de 2006 a été rapidement confrontée à un environnement économique difficile. L'économie française a montré les premiers signes de dégradation dès le milieu de l'année 2008 et a basculé dans une récession sévère à la fin de cette même année.

Deux tiers des entreprises survivent trois ans après leur création

Les chances de survie des entreprises dépendent fortement de leur secteur d'activité. L'économie francilienne est

Les jeunes entreprises franciliennes de construction sont les plus fragiles
 Taux de pérennité à trois ans des entreprises créées au cours du premier semestre 2006 selon le secteur d'activité (en %)



Champ : créations pures.

Source : Insee, Sine 2006, interrogations 2006 et 2009

Les dispositifs d'accompagnement post création en Ile-de-France

L'accompagnement des nouvelles entreprises intervient dès leur création et pendant les trois à cinq premières années qui sont les plus critiques. Les principales difficultés qu'elles rencontrent concernent les débouchés ou la concurrence (deux créateurs sur cinq) et les problèmes financiers (un créateur sur cinq).

De nombreux acteurs interviennent pour les accompagner : APCE (Agence pour la création d'entreprises), BGE (ensemBLE pour aGir et Entreprendre), Chambres consulaires, experts-comptables, gestionnaires de pépinières... Ces acteurs travaillent le plus souvent en réseau.

L'accompagnement permet à ces jeunes entreprises de renforcer leurs compétences dans divers domaines : développement commercial, techniques de vente et de négociation, gestion financière, droit, communication, intelligence économique, management.

Des aides financières ou fiscales complètent ce dispositif. Elles sont le plus souvent ciblées : TPE, entreprises innovantes, entreprises de l'économie sociale et solidaire...

Les financeurs sont le Conseil régional, la Caisse des Dépôts, Oséo ou l'Union européenne avec les fonds européens FSE (Fonds Social Européen) et FEDER (Fonds Européen de Développement Régional).

Les principaux dispositifs post création en Ile-de-France

Le dispositif **Nacre** « Nouvel accompagnement pour la création et la reprise d'entreprise » s'adresse aux demandeurs d'emploi, aux jeunes, aux bénéficiaires des minima sociaux ou aux créateurs d'entreprise en ZUS.

Nacre aide le créateur à franchir trois étapes clés : la finalisation du projet de création d'entreprise, son financement et son développement (appui individuel aux entreprises de moins de deux ans et auto-entrepreneurs).

La Caisse des Dépôts en est le gestionnaire. Le financement est assuré par la Direccte Ile-de-France et la direction régionale de la Caisse des Dépôts.

PM'up est un dispositif créé et financé par le Conseil régional, il accompagne, pendant trois ans, des PME franciliennes pour mettre en œuvre un plan de développement compatible avec le plan d'animation des filières et des territoires prioritaires de l'Ile-de-France. Ce dispositif permet aux PME retenues de devenir leaders sur leur marché et d'anticiper les évolutions d'un environnement technologique, concurrentiel ou géographique en pleine mutation. Il associe des conseils d'experts en phase de projet et des aides financières. Depuis 2008, 365 entreprises ont reçu 50 millions d'euros au total.

Un exemple : l'accompagnement post création proposé par les Chambres de commerce et d'industrie de Paris - Ile-de-France

Les CCI de Paris - Ile-de-France sont partenaires des dispositifs **Nacre** et **PM'up** et en partie gestionnaires pour ce dernier. Elles ont suivi en post création 1 400 entreprises en 2010 : 500 individuellement, notamment en phase 3 de Nacre, et 900 collectivement. Ces entreprises bénéficient des conseils d'experts partenaires des CCI (Oséo, Ubifrance, banques, investisseurs, experts-comptables, avocats...).

Les CCI de Paris - Ile-de-France aident aussi les créateurs via des clubs et des réseaux d'entreprises, le plus souvent en partenariat avec les acteurs locaux.

Les **clubs d'entreprises** rassemblent plus de 700 créateurs ou repreneurs. Une dizaine de clubs sont gérés par les CCI en Ile-de-France. Ils développent les compétences et les échanges entre chefs d'entreprise.

Les **réseaux d'entreprises Plato** permettent à des PME locales et des cadres de grands groupes d'échanger sur leurs expériences et de coopérer. Depuis 2001, 600 entreprises franciliennes participent à l'un des 12 réseaux Plato gérés par la CCI de Versailles Val-d'Oise/Yvelines ou la CCIP Hauts-de-Seine, avec des subventions du Conseil régional.

L'**association RAVI** (Réseau Automobilité et Véhicules en Ile-de-France) favorise la création et le développement des entreprises de la filière automobile en Ile-de-France.

L'**Institut du Mentorat Entrepreneurial** de la CCIP vise à accélérer le développement des PME à fort potentiel en mettant, pendant 12 à 18 mois, leurs dirigeants en relation avec des entrepreneurs de haut niveau.

davantage tournée vers les services spécialisés où les entreprises sont les plus pérennes. Malgré cet avantage, les nouvelles entreprises survivent moins en Ile-de-France qu'en province : en 2009, trois ans après leur création, seulement 63 % sont toujours actives contre 67 % en province.

Les entreprises résistent bien dans les « activités spécialisées, scientifiques et techniques ». En effet, trois ans après leur création, sept entreprises sur dix sont encore en activité en Ile-de-France  . Ce secteur comprend principalement le conseil pour les affaires, les cabinets d'avocats et les activités d'ingénierie et représente 25 % des créations en Ile-de-France contre 14 % en province. Dans ce secteur, comme dans ceux de l'« enseignement, santé, action sociale », qui comprend notamment les infirmiers et les sages-femmes, et de l'« information et communication », les chances de survie sont proches de celles de la province.

Dans les activités immobilières, financières et assurances, les entreprises survivent davantage en Ile-de-France qu'en province (69 % contre 64 %) : elles concentrent respectivement 9 % et 3 % des créations.

Les entreprises de la construction et les commerces sont les plus fragiles

Dans les secteurs de la construction et du commerce, les nouvelles entreprises survivent beaucoup moins bien en Ile-de-France qu'en province.

Dans la construction, le taux de survie francilien est inférieur de 15 points à celui observé en province. L'emploi dans ce secteur a relativement peu diminué en Ile-de-France pendant la crise, entre 2007 et 2009 : - 1,1 % contre - 3,7 % en province et ce ralentissement a davantage touché les petits établissements. Les nouvelles entreprises de la construction ont probablement davantage souffert que les entreprises déjà existantes, installées sur leur marché et plus solides face à la crise. Le principal problème rencontré dans ce secteur par 32 % des entrepreneurs franciliens dont l'entreprise a survécu concerne d'ailleurs la concurrence ou les débouchés, contre 21 % en province.

Dans le commerce, les entreprises survivent également moins bien en Ile-de-France : seulement 52 % sont toujours présentes trois ans après leur création contre 59 % en province. Ce secteur est celui où les entrepreneurs sont le plus confrontés aux problèmes de débouchés ou de concurrence dans la région : quatre commerçants franciliens sur dix contre trois sur dix en province. En effet, en 2006, la région capitale compte 15 commerces pour 1 000 habitants contre 8 pour 1 000 pour les autres régions.

Des moyens financiers importants au démarrage favorisent la pérennité de l'entreprise

Les entreprises franciliennes démarrent avec moins de moyens financiers que leurs homologues provinciales. Ainsi, 57 % des créateurs investissent moins de 8 000 euros contre 52 % en province, ce qui explique en partie le plus faible taux de survie des entreprises franciliennes. Les créateurs disposant au départ de 40 000 euros ou plus sont 73 % à être encore en activité trois ans après, contre 60 % pour ceux qui ont investi moins de 8 000 euros.

Les entreprises créées par des jeunes ont plus de mal à survivre

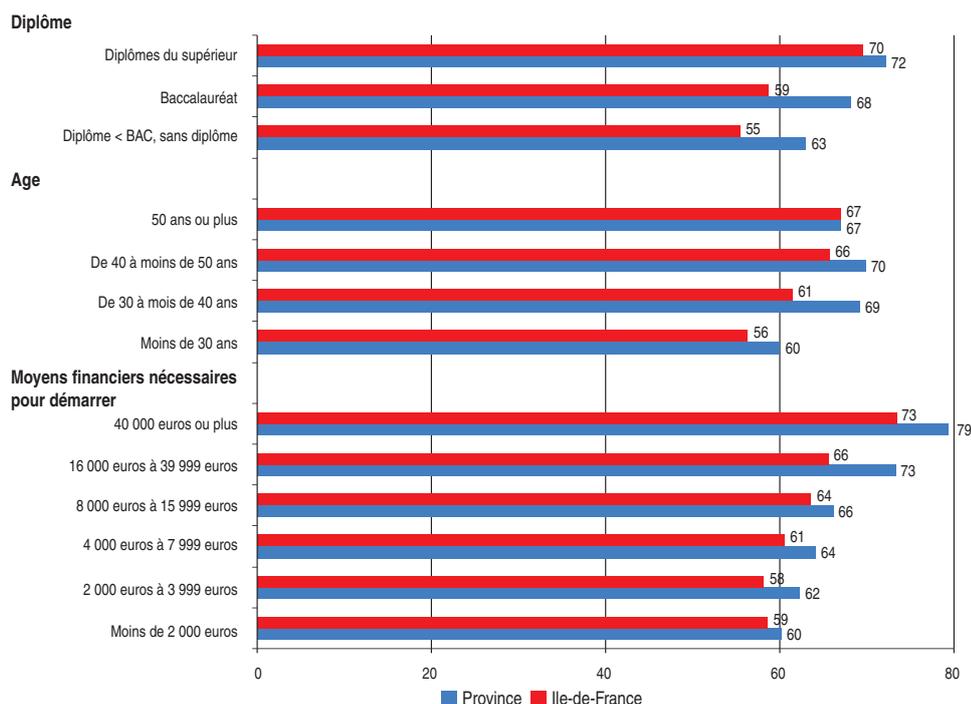
En Ile-de-France comme en province, l'expérience du créateur favorise la survie des entreprises. Les chances de survie de l'entreprise augmentent ainsi avec l'âge du créateur : 56 % des entreprises dont le créateur a moins de 30 ans sont pérennes contre 67 % de celles dont le créateur a 50 ans ou plus.

Avoir déjà créé une entreprise auparavant renforce l'effet « âge » des créateurs et la pérennité de la nouvelle entreprise : seulement 1 % des créateurs de moins de 30 ans ont déjà créé deux entreprises au moins, contre 20 % pour les 50 ans ou plus. Et 62 % des primo créateurs ont une entreprise pérenne contre 72 % pour ceux qui en ont créé trois ou plus.

Plus généralement, un créateur déjà familier avec le monde de l'entreprise voit plus fréquemment son entreprise exister

2 L'expérience et l'investissement favorisent la pérennité de l'entreprise

Taux de pérennité à trois ans des entreprises créées au cours du premier semestre 2006 selon le capital investi et le profil du créateur (en %)



Champ : créations pures.

Source : Insee, Sine 2006, interrogations 2006 et 2009

encore trois ans après : 72 % des entreprises dont le créateur est chef d'entreprise salarié, PDG ou gérant minoritaire de SARL avant la création sont toujours actives. A l'opposé, 57 % des créateurs n'ayant pas d'expérience professionnelle voient leur entreprise perdurer. Les clubs des chefs d'entreprise peuvent permettre aux jeunes créateurs

de développer leurs compétences et d'échanger avec des chefs d'entreprise expérimentés. Par ailleurs, à caractéristiques comparables, les entreprises créées par des chômeurs survivent moins que celles créées par des salariés.

Avoir un diplôme est également un facteur favorable à la survie de son entre-

Source et définitions

Le dispositif SINE (Système d'Information sur les Nouvelles Entreprises) a été mis en place par l'Insee pour suivre à trois et cinq ans les entreprises nouvellement créées. Une extension d'échantillon, cofinancée par l'IAU Ile-de-France et la CRCI Paris - Ile-de-France, a été réalisée en Ile-de-France afin d'affiner l'analyse au niveau départemental.

Cette étude s'appuie sur les résultats des deux premières interrogations réalisées en septembre 2006 et septembre 2009 auprès de 12 000 entreprises franciliennes créées au premier semestre 2006, dans le secteur marchand à l'exception des activités financières et de l'agriculture.

Analyse des chances de survie toutes choses égales par ailleurs

Les nombreux facteurs influant sur la durée de vie des entreprises ne sont pas indépendants les uns des autres. La régression logistique permet de mesurer l'effet spécifique de chaque facteur sur la pérennité des entreprises, les autres facteurs étant neutralisés (« toutes choses égales par ailleurs »). On compare, par exemple, l'activité des entreprises en supposant que toutes les autres variables du modèle sont identiques.

Concept de la création d'entreprise

Le concept de création d'entreprise englobe toutes les unités juridiques qui démarrent une activité économique. Depuis le 1^{er} janvier 2007, la création d'entreprise correspond à la mise en œuvre de nouveaux moyens de production. Il s'agit d'un concept harmonisé au niveau européen pour faciliter les comparaisons.

prise. Celles dont les créateurs ont un diplôme universitaire sont plus solides que les autres. A l'opposé, la moitié des entreprises dont les créateurs n'ont pas de diplôme ont cessé leur activité au cours des trois premières années.

Les Franciliennes créatrices privilégient les secteurs liés à la santé, l'action sociale, les activités juridiques, la coiffure et les soins de beauté. Ce type d'activités, plus pérennes, explique en partie qu'elles réussissent mieux que les hommes (65 % contre 63 %).

Les entreprises tournées vers l'international résistent mieux

Cependant, à caractéristiques du projet et à profil du créateur identique, certains facteurs, comme les débouchés de l'entreprise, jouent particulièrement dans la région 📍📊. En province, les entreprises dont la clientèle est régionale ou locale résistent mieux que celles dont la clientèle est nationale ou internationale. En Ile-de-France, c'est l'inverse. Les entreprises franciliennes dont la clientèle est internationale ont plus de chance de survivre que celles ayant une clientèle de proximité. L'implantation de firmes internationales dans la région capitale permet davantage aux entreprises franciliennes de bénéficier de réseaux pour accéder aux marchés internationaux.

Globalement, les entreprises provinciales ont 1,4 fois plus de chance de survivre que les entreprises franciliennes, toutes choses égales par ailleurs (⇒ Source et définitions).

Les différences en termes de survie entre l'Ile-de-France et la province ne proviennent pas uniquement des caractéristiques des entreprises ou des créateurs observées dans l'enquête mais aussi d'autres facteurs non mesurables comme les qualités managériales des chefs d'entreprise ou les spécificités territoriales.

Des situations territoriales contrastées

Un certain nombre de facteurs de survie sont communs à l'ensemble des départements, d'autres sont spécifiques au territoire d'implantation. En effet, toutes

📍📊 De multiples facteurs influent sur la pérennité d'une entreprise

Variable	Rapport des "chances de survie"
Département	
Paris	1,3
Hauts-de-Seine	1,6
Val-de-Marne	1,6
Seine-et-Marne	1,5
Yvelines	2,1
Essonne	1,8
Val-d'Oise	1,7
Seine-Saint-Denis	Réf.
Activité	
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	n.s.
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	0,9
Transport et entreposage	1,4
Hébergement et restauration	1,6
Information et communication	1,5
Activités financières et d'assurance	n.s.
Activités immobilières	1,7
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	1,8
Enseignement, santé humaine et action sociale	3,7
Autres activités de services	1,8
Construction	Réf.
Origine de la clientèle en 2006	
Régionale	n.s.
Nationale	1,3
Internationale	1,4
Locale ou de proximité	Réf.
Nationalité	
Etranger de l'Union européenne	0,8
Etranger hors Union européenne	0,7
Français	Réf.
Moyens financiers au démarrage de l'entreprise	
160 000 € ou plus	1,9
de 80 000 € à moins de 160 000 €	1,6
de 40 000 € à moins de 80 000 €	1,9
de 16 000 € à moins de 40 000 €	1,3
de 8 000 € à moins de 16 000 €	1,3
de 4 000 € à moins de 8 000 €	n.s.
de 2 000 € à moins de 4 000 €	n.s.
Moins de 2 000 €	Réf.

n.s. : non significatif par rapport à la situation de référence au seuil de 5 %.

Lecture : les effets de chaque facteur sont présentés en écart par rapport à une situation de référence notée "Réf.". Plus le coefficient est supérieur à 1 (respectivement inférieur à 1), plus la probabilité d'atteindre le troisième anniversaire est forte (respectivement faible) par rapport à la situation de référence. Par exemple, une entreprise parisienne a 1,3 fois plus de chance de survivre plutôt que de mourir par rapport à une entreprise située en Seine-Saint-Denis, les autres variables du modèle étant égales par ailleurs.

Les variables utilisées pour la modélisation francilienne hormis celles présentes dans le tableau : la catégorie juridique, le type de création, le nombre d'emplois au démarrage de l'entreprise, si l'entreprise est une filiale, l'introduction d'un nouveau produit ou service en 2006, la tranche d'âge du créateur, ses diplômes et son statut avant la création.

Source : Insee, Sine 2006, interrogations 2006 et 2009

choses égales par ailleurs, des différences entre départements subsistent.

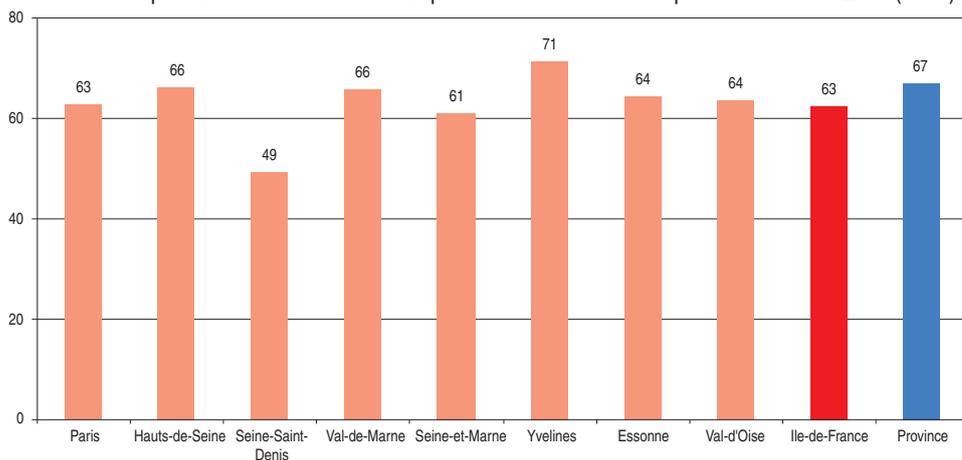
Parmi les huit départements, deux ont des profils très spécifiques en termes de survie : les Yvelines, où sept entreprises sur dix survivent après trois ans, et la Seine-Saint-Denis, où la moitié disparaît. A Paris, le taux de survie se situe dans la moyenne régionale (63 %) 📍📊.

Fort renouvellement des entreprises en Seine-Saint-Denis

La Seine-Saint-Denis est un territoire très dynamique en termes de créations d'entreprises. En 2006, 12 % des entreprises franciliennes s'y sont créées, soit une progression de 2,3 % en moyenne an-

4 Moins de la moitié des entreprises perdurent en Seine-Saint-Denis, plus de 70 % dans les Yvelines

Taux de pérennité à trois ans des entreprises créées au cours du premier semestre 2006 (en %)



Champ : créations pures.

Source : Insee, Sine 2006, interrogations 2006 et 2009

A Paris, les agences immobilières survivent mieux que les commerces

Paris concentre plus de 38 % des créations d'entreprises franciliennes en 2006 et leur taux de survie à trois ans (63 %) est proche de la moyenne régionale. Un tiers de ces créations concerne les activités spécialisées, scientifiques et techniques.

A Paris, l'activité de l'entreprise prime sur les autres facteurs pour la réussite du projet. Les agences immobilières survivent plus que les commerces, tout comme les entreprises qui se créent dans l'enseignement, la santé et l'action sociale ou dans les activités scientifiques et techniques. A l'inverse, les entreprises de la construction sont moins pérennes que les commerces.

Comme dans l'ensemble de la région, la catégorie juridique ainsi que l'appartenance à un groupe sont fortement discriminantes. Une société anonyme a plus de chance de survivre qu'une entreprise individuelle et une filiale a plus de chance de passer le cap des trois ans d'existence que les entreprises non filiales.

nuelle contre 1,5 % dans les autres départements. Cependant, le taux de survie à trois ans est relativement faible : seulement la moitié des entreprises créées en 2006 sont toujours actives en 2009. Les créateurs de Seine-Saint-Denis sont ceux qui déclarent le plus avoir eu des difficultés pour financer leur projet (21 % contre 16 % pour l'ensemble des créateurs d'entreprises franciliens dont l'entreprise survit toujours trois ans après sa création).

Le taux de survie est très faible dans le commerce, les transports et l'hôtellerie-restauration. En revanche, il est supérieur à la moyenne du département dans la construction (53 % et une création sur quatre) et dans les autres activités de services (coiffure, soins de beauté, entretien du corps, réparation d'ordinateurs, arts du spectacle vivant, etc.).

Comme dans l'ensemble de la région, plus le créateur investit au démarrage du projet (installation dans des locaux, achats de matériels, constitution des stocks, etc.), plus l'entreprise a de chance de survivre. Par ailleurs, les entreprises ayant introduit une innovation dans leurs méthodes de production survivent mieux que les autres.

Enfin, et particulièrement à Paris, avoir été salarié (en particulier cadre ou profession intellectuelle supérieure) avant de créer son entreprise, favorise la pérennité de l'entreprise.

Meilleure survie des entreprises dans les Yvelines

Les Yvelines sont le département de grande couronne qui rassemble le plus grand nombre de créations d'entreprises : 8 % des créations franciliennes en 2006. Une entreprise sur quatre s'y crée dans les activités spécialisées, scientifiques et techniques. C'est aussi le département où les entreprises sont les plus pérennes.

La catégorie juridique de l'entreprise prime sur les autres facteurs de survie au cours des trois premières années. Une société a plus de chance de survivre qu'une entreprise individuelle.

L'activité influence là aussi fortement la survie : les entreprises créées dans l'« enseignement, santé et action sociale » ont beaucoup plus de chance de survivre que les commerces.

Pour en savoir plus

« Créations et créateurs d'entreprises - Enquête de 2009 : la génération 2006 trois ans après », *Insee Résultats*, n° 51, février 2011.

Déprez S. : « Nouvelles entreprises, cinq ans après : plus d'une sur deux est toujours active en 2007 », *Insee Première*, n° 1274, janvier 2010.

« Les créations d'entreprises en Ile-de-France », CRCI Paris - Ile-de-France, IAU îdF, Insee Ile-de-France, octobre 2008.

Hervé J.-F. : « Des créateurs en Ile-de-France, diplômés et orientés vers les services aux entreprises », *Insee Ile-de-France à la page*, n° 306, octobre 2008.

INSTITUT NATIONAL
DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Direction régionale d'Ile-de-France

7, rue Stephenson - Montigny-le Bretonneux
78188 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex

© Insee 2011

Directrice de la publication : Sylvie Marchand
Comité de rédaction : Patrick Pétour
Chef de projet : Clotilde Debout
Rédactrice en chef : Christel Collin
Conception graphique : PAO Insee Ile-de-France
Maquette : Nathalie Droux - Nicolas Renaud
Impression : Jouve

Publication téléchargeable à partir du site Internet : www.insee.fr/ile-de-france

ISSN 0984-4724
Commission paritaire n° 2133 AD
Code Sage I1136152

Dépôt légal : 2^e semestre 2011

Insee Ile-de-Fr@nce Infos : la Lettre d'information électronique vous informe tous les mois de l'activité de l'Insee Ile-de-France

www.insee.fr/ile-de-france